

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N 88 — 644

18 MAART 1988. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 september 1971 betreffende de verbetering van het rundveeras

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 20 juni 1956 betreffende de verbetering van de rassen van voor de landbouw nuttige huisdieren, gewijzigd bij de wet van 24 maart 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 september 1971 betreffende de verbetering van het rundveeras, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 maart 1974 en 12 januari 1984;

Gelet op het richtlijnen 77/504/EEG van de Raad van 25 juli 1977 betreffende raszuivere fokrunderen en 87/328/EEG van de Raad van 18 juni 1987 betreffende de toelating van raszuivere fokrunderen tot de voortplanting;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1980;

Gelet op de hoogdringendheid,

Overwegende dat de noodzaak om onverwijld maatregelen te nemen betreffende de verbetering van het rundveeras voortvloeit uit de verplichting zich binnen de kortste tijd te schikken naar de bepalingen inzake toelating tot de voortplanting van raszuivere fokrunderen voorzien bij de genoemde richtlijnen;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en van Onze Staatssecretaris voor Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 33, 1^o, van het koninklijk besluit van 23 september 1971 betreffende de verbetering van het rundveeras wordt opgeheven.

Art. 2. Artikel 36, 2^o, 3^o en 4^o, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn ieder, wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 1988.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,
L. TINDEMANSDe Staatssecretaris voor Landbouw,
P. DE KEERSMAEKER

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 88 — 644

18 MARS 1988. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 septembre 1971 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 juin 1956 relative à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture, modifiée par la loi du 24 mars 1987;

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1971 relative à l'amélioration de l'espèce bovine, modifié par les arrêtés royaux des 9 mars 1974 et 12 janvier 1984;

Vu les directives 77/504/CEE du Conseil du 25 juillet 1977 concernant les animaux de l'espèce bovine reproducteurs de race pure et 87/328/CEE du Conseil du 18 juin 1987 relative à l'admission à la reproduction des bovins reproducteurs de race pure;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence,

Considérant que la nécessité de prendre sans retard des mesures relatives à l'amélioration de l'espèce bovine résulte de l'obligation de se conformer dans les plus brefs délais aux dispositions en matière d'admission à la reproduction de bovins reproducteurs de race pure prévues par les directives (CEE) précitées;

Sur la proposition de Notre Ministre des Relations extérieures et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 33, 1^o, de l'arrêté royal du 23 septembre 1971 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine est abrogé.

Art. 2. L'article 36, 2^o, 3^o et 4^o, du même arrêté est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre des Relations extérieures et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1988.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,
L. TINDEMANSLe Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
P. DE KEERSMAEKER

COUR D'ARBITRAGE

N. 88 — 645

Arrêt n° 49 du 10 mars 1988. — Numéro du rôle : 50

En cause : le recours en annulation du décret de la Région wallonne du 14 octobre 1985 relatif à la sécurité contre l'incendie dans les logements, introduit par le Conseil des Ministres le 18 février 1987.

La Cour d'arbitrage,

composée :

des présidents E. Gutt et J. Delva,

des juges L.P. Suetens, K. Blanckaert, H. Boel, J. Wathelet et J. Sarot,

assistée du greffier H. Van Der Zwalmen,

présidée par le président E. Gutt,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par une requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 18 février 1987, le Conseil des Ministres a introduit un recours en annulation du décret de la Région wallonne du 14 octobre 1985 relatif à la sécurité contre l'incendie dans les logements, publié au *Moniteur belge* du 21 février 1986.

II. La procédure

Par une ordonnance du 19 février 1987, le président en exercice a désigné les membres du siège conformément aux articles 46, § 1er, 48 et 49, de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

L'avis prescrit par l'article 58 de la loi organique du 28 juin 1983 a été publié au *Moniteur belge* du 28 février 1987.

Conformément aux articles 59, § 1er et 113 de la même loi organique, les notifications du recours ont été faites par lettres recommandées à la poste le 2 mars 1987 et remises aux destinataires les 3 et 4 mars 1987.

L'Exécutif flamand a introduit un mémoire le 1er avril 1987 et a déposé des conclusions le 13 janvier 1988.

Le Conseil des Ministres a déposé des conclusions le 30 septembre 1987 et des deuxième conclusions le 12 janvier 1988.

L'Exécutif régional wallon a déposé des conclusions le 26 novembre 1987.

Par des ordonnances des 25 juin 1987 et 28 janvier 1988, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 18 février et 18 août 1988 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par une ordonnance du 7 janvier 1988, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 28 janvier 1988.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été informés de la date de l'audience par des lettres recommandées déposées à la poste le 7 janvier 1988 et remises aux destinataires le 8 janvier 1988.

A l'audience du 28 janvier 1988 :

— ont comparu :

Me M. Mahieu, avocat du bureau de Bruxelles, pour le Conseil des Ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles;

Me V. Thiry, avocat du barreau de Liège, pour l'Exécutif régional wallon, avenue des Arts 13-14, 1040 Bruxelles;

Me P. Van Orshoven, avocat du barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif flamand, rue Joseph II 30, 1040 Bruxelles;

— les juges J. Sarot et K. Blanckaert ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux dispositions des articles 52 et suivants de la loi organique du 28 juin 1983 relatifs à l'emploi des langues devant la Cour d'arbitrage.

III. En droit

1. Le décret attaqué

Adopté par le Conseil régional wallon le 2 septembre 1985, sanctionné et promulgué par l'Exécutif le 14 octobre 1985 et publié au *Moniteur belge* le 21 février 1986, le décret attaqué contient un article unique, ainsi rédigé :

« Il est inséré un article 57bis dans le Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme libellé comme suit :

Art. 57bis. § 1er. En application de l'article 57, primo et secundo, la protection contre l'incendie des logements comprend les mesures de prévention et de lutte contre l'incendie des immeubles destinés en ordre principal à l'habitation.

Ces mesures visent à protéger les occupants, à quelque titre que ce soit, les voisins et les personnes chargées de la lutte contre l'incendie, et subsidiairement, le patrimoine immobilier et mobilier.

§ 2. Les règlements généraux sur les bâtisses contiennent des dispositions de nature à assurer la protection contre l'incendie des logements, notamment l'implantation et les voies d'accès, le compartimentage, les lieux d'évacuation, les matériaux utilisés, les locaux et espaces aménagés, l'équipement et la finition.

§ 3. Chaque règlement est pris après consultation du Conseil supérieur de la sécurité contre l'incendie et l'explosion et des services d'incendie des corps « x » de la Région tels que définis à l'arrêté royal du 8 novembre 1967 portant, en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie.

§ 4. L'Exécutif détermine les modalités de contrôle de l'application des règlements visés au § 2. Il désigne les agents ou les organisations agréés chargés de ce contrôle et fixe les conditions de leur agrément. »

2. Au fond

2.1. Le Conseil des Ministres invoque deux moyens.

Le premier moyen est pris de la violation de l'article 6, § 1er, IV, de la loi spéciale du 8 août 1980,

en ce que le décret attaqué, sur la base de la compétence régionale en matière de « logement » (art. 6, § 1er, IV, de la loi spéciale) contient des dispositions habilitant l'Exécutif régional wallon à édicter des règlements généraux relatifs à la protection contre l'incendie des logements,

alors que l'article 6, § 1er, IV, de la loi spéciale du 8 août 1980 ne confère aux régions qu'une compétence en matière de « logement » et de « police des habitations qui constituent un danger pour la propreté et la salubrité publiques », et non en matière de protection contre les incendies, matière demeurée exclusivement nationale.

Le second moyen est pris de la violation de l'article 6, § 1er, I, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980,

en ce que le décret entrepris se fonde sur la compétence régionale en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire (art. 6, § 1er, I, 1^o, de la loi spéciale) pour habiliter l'Exécutif à réglementer la protection contre l'incendie des logements,

alors que la matière de la protection contre l'incendie est une matière dont l'unicité n'a pu être entamée par la loi spéciale du 8 août 1980, malgré l'apparente connexité avec la compétence régionale en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, et alors que les compétences conférées aux régions par la loi spéciale du 8 août 1980 sont de stricte attribution, et qu'il ne résulte d'aucune disposition de cette loi qu'un transfert de compétence, en matière de protection et de lutte contre les incendies, ait été effectué en faveur des régions.

2.1.2. Dans son mémoire, l'Exécutif flamand relève que l'article 57bis nouveau du Code wallon inséré par le décret entrepris ne contient pas d'importantes règles matérielles nouvelles par rapport à celles figurant à l'article 57 de ce code. Après avoir rappelé l'historique du décret, au cours duquel le Conseil d'Etat suggéra d'amender la proposition de décret pour insérer ses dispositions au même code, de manière à entrer dans le cadre de la compétence régionale en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, l'Exécutif soutient que cette dernière compétence doit se comprendre notamment, mais pas exclusivement, par voie de référence au contenu de la loi du 29 mars 1962, notamment de ses dispositions relatives aux règlements de bâtisse. On ne conçoit pas, poursuit l'Exécutif, une politique d'urbanisme qui ne tiendrait pas compte des aspects liés à la sécurité.

Subsidiairement, compte tenu de la définition large donnée à la matière du logement dans les travaux préparatoires à la loi spéciale du 8 août 1980, l'Exécutif estime possible de fonder le décret sur cette compétence. S'appuyant sur l'arrêt n° 25 de la Cour, l'Exécutif considère que les Régions peuvent régler, comme en l'espèce, les aspects de sécurité spécifiques aux logements.

2.A.3. Le Conseil des Ministres développe successivement chacun de ses deux moyens.

En ce qui concerne son premier moyen, il soutient, citant un avis du Conseil d'Etat, que la notion de logement ne saurait comprendre, comme telles, la protection et la lutte contre les incendies. Il poursuit en fondant l'unicité de la matière sur les lois du 31 décembre 1963 et du 30 juillet 1979. Il formule ensuite plusieurs observations quant à la portée de l'arrêt n° 25 de la Cour, relevant notamment que la matière de la sécurité est encore restée nationale et que le passage de cet arrêt sur la matière de l'urbanisme constitue un *obiter dictum* pouvant être reconsidéré, l'article 10 de la loi spéciale ne pouvant en outre s'appliquer.

En ce qui concerne son second moyen, le Conseil des Ministres considère que la loi du 30 juillet 1979 a abrogé, implicitement mais certainement, l'article 59 de la loi du 29 mars 1962 en tant qu'il vise la protection contre les incendies.

2.A.4. Dans ses conclusions, l'Exécutif régional wallon, après avoir rappelé la jurisprudence de la Cour selon laquelle les Communautés et les Régions ont toute la compétence d'édicter des règles propres aux matières transférées, considère que la Cour a également admis que la politique de sécurité n'est pas demeurée purement nationale, les Communautés et les Régions s'étant vu reconnaître certaines compétences pour édicter des règles spécifiques en la matière.

L'Exécutif indique que la compétence régionale en matière d'urbanisme doit s'interpréter largement et comprendre notamment les règlements sur les bâtisses visés à l'article 59 de la loi du 29 mars 1962, lesquels peuvent contenir des règles dans de nombreux domaines, y compris celui de la sécurité.

Quant aux lois des 31 décembre 1963 et 30 juillet 1979, auquel l'Exécutif wallon dénie le caractère répartiteur de compétences, il considère qu'elles n'ont pas réservé à l'Etat la politique de sécurité, les travaux parlementaires confirmant l'autonomie des règlements généraux sur les bâtisses et la compétence exclusive, sur ce point, du ministre ayant l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans ses attributions. Parmi d'autres arguments dans le même sens, l'Exécutif indique que c'est bien en bloc que la matière de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire a été régionalisée. Dans ces conditions, conclut l'Exécutif, il n'est pas requis que les règles de sécurité en la matière aient un caractère spécifique.

2.A.5. Dans ses conclusions, l'Exécutif flamand répond à divers aspects de l'argumentation du Conseil des Ministres, précise celle qui figure dans son mémoire et soutient notamment que la loi du 30 juillet 1979 n'a pas dissocié la matière des règlements de bâtisses relatifs à la sécurité de celle de l'urbanisme en général, la loi de 1979 n'ayant pas un champ d'application aussi large, quant aux bâtiments visés, que celui de la loi du 29 mars 1962. L'Exécutif n'exclut pas que ces deux législations pourraient s'appliquer de manière cumulative. L'Exécutif déduit également d'un examen de la jurisprudence de la Cour que la possibilité d'édicter les règles propres aux matières transférées a été reconnue autant aux Communautés qu'aux Régions et que la Cour a rejeté la thèse selon laquelle la politique de sécurité serait une matière en soi. L'Exécutif précise enfin qu'il ne demande pas, sauf en ordre tout à fait subsidiaire, de faire application en l'espèce de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980, ce texte ne s'appliquant, selon lui, que dans l'hypothèse d'un recours à une compétence supplémentaire ou accessoire.

2.A.6. Dans ses secondes conclusions, le Conseil des Ministres analyse les arrêts nos 40 et 41 de la Cour; il constate que, selon ces arrêts, la Cour confirme le caractère non exclusivement national de la politique en matière de sécurité; il relève la distinction faite par la Cour entre les normes de base ressortissant à la compétence nationale et les normes spécifiques relevant de la compétence des Communautés. A titre principal, le Conseil des Ministres en déduit que les normes spécifiques ne peuvent échapper à la compétence nationale que lorsqu'elles sont destinées à certaines catégories de personnes, et non, comme en l'espèce, à certaines catégories de constructions. Subsidiairement, il invite à considérer que le décret ne se limite pas à des normes spécifiques dont l'objet serait d'adapter ou de compléter les normes nationales de base. Le concluant réfute ensuite la thèse de l'Exécutif wallon selon laquelle il n'est pas requis que les dispositions relatives à la sécurité, contenues dans des règlements régionaux, présentent un caractère spécifique.

2.B.1. L'article 107^{quater} de la Constitution dispose notamment que la Belgique comprend trois régions et que « la loi attribue aux organes régionaux qu'elle crée et qui sont composés de mandataires élus, la compétence de régler les matières qu'elle détermine, à l'exception de celles visées aux articles 23 et 59^{bis}, dans le ressort et selon le mode qu'elle établit ».

L'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles prévoit notamment que « les matières visées à l'article 107^{quater} de la Constitution sont :

« § 1er, I, 1° : l'urbanisme et l'aménagement du territoire; § 1er, IV : (...) le logement (...) ».

Il faut considérer que le constituant et le législateur spécial, dans la mesure où ils n'en disposent pas autrement, ont attribué aux Communautés et aux Régions toute la compétence d'édicter les règles propres aux matières qui leur ont été transférées et ce, sans préjudice de leur recours, au besoin, à l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980.

Il résulte de ce qui précède que l'article 107^{quater} de la Constitution et l'article 6, § 1er, I, 1°, et IV, de la loi spéciale du 8 août 1980, ont transféré aux Régions l'ensemble des matières de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire et du logement, en ce compris tous les aspects de ces matières qui visent spécifiquement la protection des logements contre l'incendie.

2.B.2. La politique en matière de protection contre l'incendie des immeubles destinés en ordre principal à l'habitation n'est pas demeurée purement nationale. Elle présente en effet, en raison de la destination particulière de ces immeubles, des aspects spécifiques.

Si l'autorité nationale est compétente pour édicter des normes de base en matière de protection contre l'incendie, à savoir des normes communes à une catégorie de constructions sans que soit prise en compte leur destination, les Régions sont compétentes pour régler les aspects de la protection contre l'incendie qui sont spécifiques aux immeubles destinés en ordre principal à l'habitation, c'est-à-dire pour adapter et compléter les normes nationales de base, sans mettre celles-ci en péril.

Les Régions sont en outre compétentes pour appliquer toutes les normes en matière de protection contre l'incendie, y compris les normes nationales.

2.B.3. En disposant en termes généraux que les règlements généraux sur les bâtisses peuvent porter des mesures de prévention et de lutte contre l'incendie à l'égard des immeubles destinés en ordre principal à l'habitation, le décret attaqué viole les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions, dans la mesure où il confère à l'Exécutif une habilitation illimitée pour régler, par des règlements généraux sur les bâtisses, la protection contre l'incendie dans les immeubles destinés en ordre principal à l'habitation.

Par ces motifs,
La Cour
annule le décret de la Région wallonne du 14 octobre 1985 « relatif à la sécurité contre l'incendie dans les logements ».

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 55 de la loi organique du 28 juin 1983, à l'audience publique du 10 mars 1988.

Le greffier,
(signé) H. Van Der Zwalmen.

Le président,
(signé) E. Gutt.

ARBITRAGEHOF

F. 88 — 645

Arrest nr. 49 van 10 maart 1988. — Rolnummer : 50

In zake : het beroep tot vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 14 oktober 1985 betreffende de beveiliging tegen brand in de woningen (« relatif à la sécurité contre l'incendie dans les logements »), ingediend door de Ministerraad op 18 februari 1987.

Het Arbitragehof,
samengesteld uit de voorzitters E. Gutt en J. Delva,
en de rechters L.P. Suetens, K. Blanckaert, H. Boel, J. Wathelet en J. Sarot,
bijgestaan door de griffier H. Van Der Zwalmen,
onder voorzitterschap van voorzitter E. Gutt,
wijst na beraad het volgend arrest :

I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift bij ter post aangetekende brief op 18 februari 1987 aan het Hof verzonden heeft de Ministerraad beroep ingesteld tot vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 14 oktober 1985 betreffende de beveiliging tegen brand in de woningen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 februari 1986.

II. De rechtspleging

Bij beschikking van 19 februari 1987 heeft de voorzitter in functie de leden van de zetel aangewezen conform de artikelen 46, § 1, 48 en 49 van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof.

Het bij artikel 58 van de organieke wet van 28 juni 1983 voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 februari 1987.

Met toepassing van de artikelen 59, § 1, en 113 van dezelfde organieke wet zijn de kennisgevingen van het beroep gedaan bij aangetekende brieven ter post afgegeven op 2 maart 1987 en aan de geadresseerden bezorgd op 3 en 4 maart 1987.

De Vlaamse Executieve heeft op 1 april 1987 een memorie ingediend, en op 13 januari 1988 een conclusie neergelegd.

De Ministerraad heeft op 30 september 1987 een conclusie neergelegd, en op 12 januari 1988 een tweede conclusie ingediend.

De Waalse Gewestexecutieve heeft op 26 november 1987 een conclusie neergelegd.

Bij beschikkingen van 25 juni 1987 en 28 januari 1988 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest dient te worden gewezen, tot respectievelijk 18 februari en 18 augustus 1988 verlengd.

Bij beschikking van 7 januari 1988 heeft het Hof beslist dat de zaak in gereedheid was voor de behandeling ter terechtzitting en heeft de terechtzitting op 28 januari 1988 vastgesteld.

Van deze beschikking is aan de partijen kennis gegeven en van de datum van de terechtzitting zijn de partijen en hun advocaten in kennis gesteld bij aangetekende brieven ter post afgegeven op 7 januari 1988 en aan de geadresseerden bezorgd op 8 januari 1988.

Ter terechtzitting van 28 januari 1988 :

— zijn verschenen :

Mr. M. Mahieu, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel;

Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Gewestexecutieve, Kunstlaan 13-14, 1040 Brussel;

Mr. P. Van Orshoven, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Vlaamse Executieve, Jozef II-straat 30, 1040 Brussel;

— hebben de rechters J. Sarot en K. Blanckaert verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 52 en volgende van de organieke wet van 28 juni 1983, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Arbitragehof.

III. In rechte

1. Het aangevochten decreet

Het aangevochten decreet is door de Waalse Gewestraad aangenomen op 2 september 1985, door de Executieve bekrachtigd en afgekondigd op 14 oktober 1985 en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 februari 1986; het bevat één enkel artikel, dat als volgt luidt

« Een artikel 57 bis, luidend als volgt, wordt in de het Waalse Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw ingevoegd :

Artikel 57 bis. § 1. Bij toepassing van artikel 57, eerste en tweede leden, omvat de beveiliging tegen brand de voorschriften met het oog op de voorkoming en bestrijding van brand van gebouwen hoofdzakelijk bestemd voor bewoning.

Die voorschriften hebben ten doel de bewoners, wie zij zijn mogen, de burens en de personen belast met brandbestrijding en subsidiair het onroerende en roerende vermogen te beschermen.

§ 2. De algemene bouwverordeningen bevatten alle nodige voorschriften om in de beveiliging van woningen brand te voorzien, met name de vestiging en de toegangswegen, de compartimentering, de evacuatie ruimten, de gebruikte materialen, de aangelegde lokalen en ruimten, de uitrusting en afwerking.

§ 3. Iedere verordening is genomen na raadpleging van de Hogere Raad voor beveiliging tegen brand en ontploffing en van de brandweerdiensten van de « x » korpsen van het Gewest zoals bepaald in het koninklijk besluit van 8 november 1967 houdende voor de vreedstijd organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand.

§ 4. De Executieve bepaalt de modaliteiten inzake controle van de toepassing van de in § 2 bedoelde verordeningen. De Executieve wijst de erkende ambtenaren of organismes aan belast met deze controle en stelt de voorwaarden van hun erkenning vast ».

2. Ten gronde

2.A.1. De Ministerraad voert tweede middelen aan.

Het eerste middel is ontleend aan de schending van artikel 6, § 1, IV, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980,

doordat het bestreden decreet, op grond van de gewestbevoegdheid inzake « Huisvesting » (artikel 6, § 1, IV, van de bijzondere wet), bepalingen bevat die de Waalse Gewestexecutieve machtigen tot het uitvaardigen van algemene verordeningen met betrekking tot de brandbeveiliging van woningen,

terwijl artikel 6, § 1, IV, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 aan Gewesten enkel bevoegdheid verleent inzake de « huisvesting » en de « politie van woongelegenheden die gevaar opleveren voor de openbare reinheid en gezondheid », en niet inzake brandbeveiliging, een aangelegenheid die uitsluitend nationaal is gebleven.

Het tweede middel is ontleend aan de schending van artikel 6, § 1, I, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980,

doordat het aangevochten decreet gebaseerd is op de bevoegdheid van het Gewest inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening (artikel 6, § 1, I, 1^o, van de bijzondere wet) om de Executieve te machtigen de beveiliging van woningen tegen brand te regelen,

terwijl de aangelegenheid brandbeveiliging een aangelegenheid is waarvan de eenheid niet is kunnen worden aangetast door de bijzondere wet van 8 augustus 1980, ondanks de klaarblijkelijke samenhang met de bevoegdheid van het Gewest inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening, en terwijl de bij de bijzondere wet van 8 augustus 1980 aan de Gewesten opgedragen bevoegdheden strikt toegewezen zijn, en uit geen enkele bepaling van die wet voortvloeit dat een bevoegdheidsoverdracht inzake brandbeveiliging en brandbestrijding aan de Gewesten heeft plaatsgevonden.

2.A.2. In haar memorie voert de Vlaamse Executieve aan dat het door het aangevochten decreet ingevoegde nieuwe artikel 75bis van het Waalse wetboek geen belangrijke nieuwe materiële regels bevat in vergelijking met die welke in artikel 57 van dat wetboek omschreven zijn. Na te hebben herinnerd aan de wordingsgeschiedenis van het decreet, waarin de Raad van State suggereerde het voorstel van decreet te amenderen om de bepalingen ervan in hetzelfde wetboek in te voegen, zodanig dat het in de bevoegdheid van het Gewest inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening kon worden ingepast, voert de Executieve aan dat die laatste bevoegdheid onder meer, maar niet uitsluitend, moet worden begrepen met verwijzing naar de inhoud van de wet van 29 maart 1962, met name wat zijn bepalingen inzake bouwverordeningen betreft. Inzake stedenbouw is, volgens de Executieve, geen beleid denkbaar dat geen rekening zou houden met de veiligheidsaspecten.

Subsidiar acht de Executieve het mogelijk, rekening houdend met de ruime definitie van het begrip huisvesting in de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, het decreet op die bevoegdheid te baseren. Steunend op het arrest nr. 25 van het Hof, is de Executieve van mening dat de Gewesten, zoals in onderhavige zaak, de specifieke veiligheidsaspecten van woningen kunnen regelen.

2.A.3. De Ministerraad ontwikkelt achtereenvolgens elk van zijn twee middelen.

Wat het eerste middel betreft, voert de Ministerraad aan, en citeert daarbij een advies van de Raad van State, dat het begrip huisvesting op zich niet de preventie en de bestrijding van brand kan omvatten en baseert voorts de eenheid van de aangelegenheid op de wetten van 31 december 1963 en 30 juli 1979. De Ministerraad formuleert daarna verschillende opmerkingen over de draagwijdte van het arrest nr. 25 van het Hof, waarin onder meer is gesteld dat de veiligheid een nationale aangelegenheid is gebleven en dat de uitbreiding van dat arrest naar de aangelegenheid stedenbouw een *obiter dictum* is dat kan worden herzien, vermits artikel 10 van de bijzondere wet bovendien geen toepassing kan vinden.

Wat het tweede middel betreft, voert de Ministerraad aan dat de wet van 30 juli 1979 stilzwijgend maar zeker artikel 59 van de wet van 29 maart 1962 heeft opgeheven, in zover het de brandbeveiliging beoogt.

2.A.4. Na te hebben herinnerd aan de rechtspraak van het Hof volgens welke de Gemeenschappen en de Gewesten alle bevoegdheid hebben tot het uitvaardigen van regels die eigen zijn aan de overgehevelde aangelegenheden, stelt de Waalse Gewestexecutieve in haar conclusie dat het Hof ook heeft aangenomen dat het veiligheidsbeleid geen louter nationale aangelegenheid is gebleven, aangezien aan de Gemeenschappen en de Gewesten bepaalde bevoegdheden zijn toegekend om specifieke regels terzake uit te vaardigen.

Volgens de Executieve moet de bevoegdheid van het Gewest inzake stedenbouw ruim worden opgevat en onder meer de in artikel 59 van de wet van 29 maart 1962 bedoelde bouwverordeningen bevatten die op velerlei gebied voorschriften kunnen bevatten.

Wat de wetten van 31 december 1963 en 30 juli 1979 betreft, is de Waalse Executieve van mening dat ze niet bevoegdheidsverdelend zijn en dat ze aan de Staat niet de veiligheidspolitiek hebben voorbehouden en dat de parlementaire voorbereiding ervan de autonomie bevestigt van de algemene bouwverordeningen en de uitsluitende bevoegdheid op dat punt van de Minister tot wiens bevoegdheid ruimtelijke ordening en stedenbouw behoren.

Naast andere argumenten in dezelfde zin, voert de Executieve aan dat de aangelegenheid van stedenbouw en ruimtelijke ordening wel degelijk in blok naar de Gewesten is overgeheveld. In die omstandigheden, zo concludeert de Executieve, dienen de veiligheidsregels terzake geen specifiek karakter te hebben.

2.A.5. De Vlaamse Executieve beantwoordt in haar conclusie verschillende aspecten van de argumenten van de Ministerraad, verduidelijkt de argumenten die in haar memorie zijn opgenomen en voert onder meer aan dat de wet van 30 juli 1979 de aangelegenheid van de bouwverordeningen met betrekking tot de veiligheid niet heeft afgescheiden van die van de stedenbouw in het algemeen, aangezien de wet van 1979 ten aanzien van de bedoelde gebouwen een niet zo ruime toepassingsfeer had als de wet van 29 maart 1962. De Executieve sluit niet uit dat die twee wetgevingen op cumulatieve manier toepassing zouden kunnen vinden. Uit een onderzoek van de rechtspraak van het Hof leidt de Executieve ook af dat de mogelijkheid om de regels eigen aan de overgehevelde aangelegenheden uit te vaardigen, zowel voor de Gemeenschappen als voor de Gewesten is erkend en dat het Hof de stelling heeft verworpen volgens welke het veiligheidsbeleid een aangelegenheid op zich zou zijn. De Executieve stelt

tenslotte dat zij niet vraagt, behalve uiterst subsidiair, in onderhavige zaak artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 toe te passen, aangezien die tekst volgens haar slechts toepassing vindt in de hypothese van een beroep op een supplementaire of accessoire bevoegdheid.

2.A.6. In zijn tweede conclusie analyseert de Ministerraad de arresten nrs. 40 en 41 van het Hof, stelt vast dat het Hof daarin het niet uitsluitend nationaal karakter van het beleid inzake veiligheid bevestigt, herinnert aan het onderscheid dat door het Hof is gemaakt tussen de basisnormen, die tot de nationale bevoegdheid behoren, en de specifieke normen, die tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen behoren. Primair leidt de Ministerraad daaruit af dat de specifieke normen aan de nationale bevoegdheid slechts kunnen ontsnappen wanneer ze bestemd zijn voor bepaalde categorieën van personen, en niet, zoals in onderhavig geval, voor bepaalde categorieën van constructies.

Subsidiair vraagt de Ministerraad te overwegen dat het decreet zich niet beperkt tot specifieke normen, waarvan het doel zou zijn de nationale basisnormen aan te passen of aan te vullen.

De conclusionemer weerlegt vervolgens de stelling van de Waalse Executieve volgens dewelke het niet is vereist dat de veiligheidsbepalingen, vervat in de regionale verordeningen, een specifieke karakter hebben.

2.B.1. Artikel 107^{quater} van de Grondwet bepaalt onder meer dat België drie Gewesten omvat en dat « de wet aan de gewestelijke organen welke zij opricht en welke samengesteld zijn uit verkozen mandatarissen de bevoegdheid (opdraagt) om de aangelegenheden te regelen welke zij aanduidt met uitzondering van die bedoeld in de artikelen 23 en 59^{bis} en dit binnen de omschrijving en op de wijze die zij bepaalt ».

Artikel 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt onder meer dat de aangelegenheden bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet onder meer zijn :

« § 1, I, 1^o : de stedenbouw en de ruimtelijke ordening;

§ 1, IV : (...) de huisvesting (...). »

Voor zover ze er niet anders over hebben beschikt, moeten de Grondwetgever en de bijzondere wetgever worden geacht aan de Gemeenschappen en de Gewesten volledige bevoegdheid te hebben toegekend tot het uitvaardigen van de regels die eigen zijn aan de hun toegewezen aangelegenheden, en zulke onverminderd de mogelijkheid om desnoods een beroep te doen op artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Uit het voorgaande volgt dat artikel 107^{quater} van de Grondwet en artikel 6, § 1, I, 1^o, en IV, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, het geheel van de stedenbouw en ruimtelijke ordening en de huisvesting aan de Gewesten hebben overgedragen, met ingebrip van alle aspecten van die aangelegenheden die specifiek de brandbeveiliging van de gebouwen beogen.

2.B.2. Het beleid inzake brandbeveiliging van de gebouwen die hoofdzakelijk voor bewoning bestemd zijn, is geen zuiver nationale aangelegenheid gebleven. Dit beleid vertoont immers, omwille van de bijzondere bestemming van die gebouwen, specifieke aspecten.

Is de nationale overheid bevoegd om inzake brandbeveiliging om basisnormen uit te vaardigen, dit wil zeggen normen die gemeen zijn aan een categorie van constructies zonder dat daarbij in acht genomen wordt welke de bestemming ervan is, toch zijn de Gewesten bevoegd tot het regelen van de aspecten van de brandbeveiliging die specifiek zijn voor de gebouwen die hoofdzakelijk voor bewoning bestemd zijn, met name om de nationale basisnormen aan te passen en aan te vullen, zonder die aan te tasten.

De Gewest zijn bovendien bevoegd om alle normen inzake brandbeveiliging, met inbegrip van de nationale, toe te passen.

2.B.3. Door in algemene termen te stellen dat de algemene bouwverordeningen maatregelen ter voorkoming en bestrijding van brand in gebouwen die hoofdzakelijk voor bewoning bestemd zijn, kunnen bevatten, schendt het aangevochten decreet de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, in de mate dat aan de Executieve een onbegrensde delegatie wordt gegeven om de brandbeveiliging in de gebouwen die hoofdzakelijk voor bewoning bestemd zijn door algemene bouwverordeningen te regelen.

Om die redenen,

Het Hof,

vernietigt het decreet van het Waalse Gewest van 14 oktober 1985 betreffende de beveiliging tegen brand in de woningen (« relatif à la sécurité contre l'incendie dans les logements »).

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 55 van de organieke wet van 28 juni 1983, op de openbare terechtzitting van 10 maart 1988.

De griffier,
(get.) H. Van Der Zwalmen.

De voorzitter,
(get.) Etienne Gutt.

SCHIEDSGERICHTSHOF

D. 88 — 845

Urteil Nr. 49 von 10. März 1988. — Geschäftsverzeichnisnr. 50

In Sachen : Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 14. Oktober 1985 über den Brandschutz in Wohnungen (« relatif à la sécurité contre l'incendie dans les logements »), erhoben vom Ministerrat am 18. Februar 1987.

Der Schiedsgerichtshof,
zusammengesetzt aus den Vorsitzenden E. Gutt und J. Delva,
und den Richtern L.P. Suetens, K. Blanckaert, H. Boel, J. Wathelet und J. Sarot,
unter Assistenz des Kanzlers H. Van Der Zwalmen,
unter dem Vorsitz des Vorsitzenden E. Gutt,
verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. Gegenstand der Klage

Mit seiner Klageschrift, die am 18. Februar 1987 mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief dem Hof zugesandt wurde, erhob der Ministerrat Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 14. Oktober 1985 über den Brandschutz in Wohnungen, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 21. Februar 1986.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 19. Februar 1987 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 46, § 1, 48 und 49 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes die Mitglieder der Besetzung bezeichnet.

Die durch Artikel 58 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. Februar 1987.

Die durch die Artikel 59, § 1, und 113 desselben organisierenden Gesetzes vorgeschriebenen Benachrichtigungen erfolgten mit Einschreibebriefen, die am 2. März 1987 bei der Post aufgegeben und am 3. bzw. 4. März 1987 den Adressaten zugestellt wurden.

Die Flämische Exekutive hat am 1. April 1987 einen Schriftsatz eingereicht und am 13. Januar 1988 Anträge hinterlegt.

Der Ministerrat hat am 30. September 1987 Anträge hinterlegt und am 12. Januar 1988 zweite Anträge eingereicht.

Die Wallonische Regionalexekutive hat am 26. November 1987 Anträge hinterlegt.

Durch Anordnungen vom 25. Juni 1987 und 28. Januar 1988 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 18. Februar bzw. 18. August 1988 verlängert.

Durch Anordnung vom 7. Januar 1988 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 28. Januar 1988 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte mit 7. Januar 1988 bei der Post aufgegeben und am 8. Januar 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen über die Terminfestsetzung informiert wurden.

In der Sitzung vom 28. Januar 1988 :

— sind erschienen :

RA M. Mahieu, in Brüssel zugelassener Anwalt, für den Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel;

RA V. Thiry, in Lüttich zugelassener Anwalt, für die Wallonische Regionalexekutive, avenue des Arts 13-14, 1040 Brüssel;

RA P. Van Orshoven, in Brüssel zugelassener Anwalt, für die Flämische Exekutive, Jozef-II-straat 30, 1040 Brüssel;

— haben die Richter J. Sarot und K. Blanckaert Bericht erstattet;

— wurden die vorerwähnten Rechtsanwälte gehört;

— wurde die Rechtssache zur Beratung bestimmt.

Das Verfahren wurde gemäss den sich auf den Sprachengebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden Artikel 52 und folgenden des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

1. Das angefochtene Dekret

Das angefochtene Dekret wurde am 2. September 1985 vom Wallonischen Regionalrat verabschiedet, am 14. Oktober 1985 von der Exekutive sanktioniert und verkündet, und am 21. Februar 1986 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht; es enthält einen einzigen Artikel, der folgenden Wortlaut hat :

« Es wird ein wie folgt lautender Artikel 57bis in das Wallonische Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuch eingefügt :

Artikel 57bis. § 1. In Anwendung von Artikel 57, Punkt eins und zwei, umfasst der Wohnungsbrandschutz Massnahmen zur Brandvorbeugung und -bekämpfung in hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmten Gebäuden.

Diese Massnahmen zielen auf den Schutz der Benutzer, in gleich welcher Eigenschaft, der Nachbarn und der mit der Brandbekämpfung beauftragten Personen, und zusätzlich des Immobiliär- und Mobilienvermögens ab.

§ 2. Die allgemeinen Bauordnungen enthaltenen Bestimmungen, die den Brandschutz der Wohnungen gewährleisten sollen, insbesondere die Baulage und die Zufahrtswege, die Unterteilung, die Evakuierungsorte, die verwendeten Baustoffe, die eingerichteten Zimmer und Räumlichkeiten, die Ausrüstung und die Verarbeitung.

§ 3. Jede Bauordnung wird nach Anhörung des Oberen Rates für Sicherheit gegen Brand- und Explosionsgefahr und der Feuerwehrdienste der « X »-Korps der Region gefasst, so wie diese im königlichen Erlass vom 8. November 1987 zur Einrichtung in Friedenszeiten der kommunalen und regionalen Feuerwehrdienste und zur Koordinierung der Einsätze im Brandfalle definiert werden.

§ 4. Die Exekutive bestimmt die Modalitäten für die Kontrolle der Anwendung der in § 2 erwähnten Bauordnungen. Sie bezeichnet die zugelassenen Beamten oder Organe, die mit dieser Kontrolle beauftragt werden und legt die Bedingungen für ihre Zulassung fest ».

2. Bezüglich der Sache selbst

2.1. Der Ministerrat führt zwei Klagegründe an.

Als erster Klagegrund wird die Verletzung von Artikel 6, § 1, IV des Sondergesetzes vom 8. August 1980 geltend gemacht,

indem das angefochtene Dekret unter Berufung auf die Regionalzuständigkeit bezüglich des « Wohnungswesens » (Artikel 6, § 1, IV des Sondergesetzes) Bestimmungen enthalte, welche die Exekutive dazu ermächtigen, allgemeine Ordnungen hinsichtlich des Brandschutzes der Wohnungen zu erlassen, während Artikel 6, § 1, VI des Sondergesetzes vom 8. August 1980 den Regionen nur für das « Wohnungswesen » und die « Polizei von die öffentliche Sauberkeit und Gesundheit gefährdenden Wohnungen » Zuständigkeit verliehen habe, und nicht für Brandschutz, eine Angelegenheit, die ausschliesslich national geblieben sei.

Als zweiter Klagegrund wird die Verletzung von Artikel 6, § 1, I, 1^o des Sondergesetzes vom 8. August 1980 geltend gemacht, indem sich das angefochtene Dekret auf die Zuständigkeit der Region bezüglich des Städtebaus und der Raumordnung (Artikel 6, § 1, I, 1^o des Sondergesetzes) berufe, um die Exekutive dazu zu ermächtigen, den Brandschutz von Wohnungen zu regeln, während der Brandschutz eine Angelegenheit sei, deren Einheit das Sondergesetz vom 8. August 1980 trotz des offensichtlichen Zusammenhangs mit der Zuständigkeit der Region für Städtebau und Raumordnung nicht habe beeinträchtigen können, und während die durch das Sondergesetz vom 8. August 1980 den Regionen aufgetragenen Zuständigkeiten strikt zugewiesen seien und aus keiner Bestimmung dieses Gesetzes hervorgehe, dass eine Übertragung der Zuständigkeit für Brandschutz und -bekämpfung an die Regionen statgefunden habe.

2.A2. In ihrem Schriftsatz führt die Flämische Exekutive an, dass der durch das angefochtene Dekret eingefügte neue Artikel 57 bis des wallonischen Gesetzbuches keine wichtigen neuen materiellen Regeln enthalte, im Vergleich zu denjenigen, die in Artikel 57 dieses Gesetzbuches bezeichnet seien. Nachdem die Exekutive die Entstehungsgeschichte des Dekrets in Erinnerung gerufen hat, wobei der Staatsrat vorgeschlagen habe, den Dekretvorschlag abzuändern, um dessen Bestimmungen in dasselbe Gesetzbuch einzufügen, so dass er in den Rahmen der regionalen Zuständigkeit hinsichtlich des Städtebaus und der Raumordnung falle, führt sie an, dass letztere Zuständigkeit namentlich — aber nicht ausschliesslich — unter Bezugnahme auf den Inhalt des Gesetzes vom 29. März 1962 zu verstehen sei, namentlich in bezug auf seine Bestimmungen über Bauordnungen. Der Exekutive zufolge sei eine Städtebaupolitik, welche die Sicherheitsaspekte nicht berücksichtigen würde, undenkbar.

Subsidiär hält es die Exekutive unter Berücksichtigung der weiten Definition des Begriffs des Wohnungswesens in der parlamentarischen Vorbereitung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 für möglich, das Dekret auf diese Zuständigkeit zu gründen. Sich auf das Urteil Nr. 25 des Hofes stützend ist die Exekutive der Meinung, dass die Regionen — so wie in vorliegender Sache — die spezifischen Sicherheitsaspekte von Wohnungen regeln könnten.

2.A3. Der Ministerrat legt seine beiden Klagegründe im einzelnen dar.

Bezüglich des ersten Klagegrunds behauptet der Ministerrat unter Anführung einer Stellungnahme des Staatsrats, der Begriff des Wohnungswesens könne an und für sich nicht den Brandschutz und die Brandbekämpfung umfassen. Weiter basiert er die Einheit der Angelegenheit auf die Gesetze vom 31. Dezember 1963 und 30. Juli 1979. Anschliessend äussert der Ministerrat mehrere Bemerkungen über die Tragweite des Urteils Nr. 25 des Hofes; er stellt fest, dass die Sicherheit eine nationale Angelegenheit geblieben sei und die Ausdehnung dieses Urteils auf die Angelegenheit des Städtebaus ein revidierbares obiter dictum darstelle, da Artikel 10 des Sondergesetzes ausserdem keine Anwendung finden könne.

Bezüglich des zweiten Klagegrunds behauptet der Ministerrat, dass das Gesetz vom 30. Juli 1979 stillschweigend aber sicher Artikel 59 des Gesetzes vom 29. März 1962 insofern ausser Kraft gesetzt habe, als er den Brandschutz bezwecke.

2.A4. Die Wallonische Regionalexekutive erinnert zunächst an die Rechtsprechung des Hofes, nach welcher die Gemeinschaften und Regionen alle Zuständigkeit hätten, Regeln zu verabschieden, die den übertragenen Angelegenheiten zu eigen seien. In ihren Anträgen behauptet die Wallonische Regionalexekutive weiter, dass der Hof auch angenommen habe, dass die Sicherheitspolitik keine rein nationale Angelegenheit geblieben sei, dass den Gemeinschaften und Regionen gewisse Zuständigkeiten zuerkannt worden seien, diesbezüglich spezifische Regeln zu verkünden.

Der Exekutive zufolge sei die Zuständigkeit der Region in bezug auf den Städtebau in weitem Sinne aufzufassen; sie umfasse unter anderem die in Artikel 59 des Gesetzes vom 29. März 1962 bezeichneten Bauordnungen, die in vielerlei Bereichen Vorschriften enthalten könnten.

Was die Gesetze vom 31. Dezember 1963 und 30. Juli 1979 betrifft, ist die Wallonische Exekutive der Meinung, dass diese nicht zuständigkeitsverteilend seien. Sie hätten dem Staat nicht die Sicherheitspolitik vorbehalten und ihre parlamentarische Vorbereitung bestätige die Autonomie des allgemeinen Bauordnungen sowie die diesbezügliche ausschliessliche Kompetenz des für Raumordnung und Städtebau zuständigen Ministers. Neben weiteren Argumenten im gleichen Sinne führt die Exekutive an, dass die Angelegenheit des Städtebaus und der Raumordnung insgesamt den Regionen übertragen worden seien. Unter diesen Umständen, so beschliesst die Exekutive, sei ein spezifischer Charakter der entsprechenden Sicherheitsnormen nicht erforderlich.

2.A5. Die Flämische Exekutive antwortet in ihren Anträgen auf verschiedene Aspekte der Argumentation des Ministerrats, verdeutlicht die in ihrem Schriftsatz vorgebrachten Argumente und führt unter anderem an, dass das Gesetz vom 30. Juli 1979 die Angelegenheit der Bauordnungen hinsichtlich der Sicherheit nicht von denjenigen des Städtebaus im allgemeinen getrennt habe, da das Gesetz vom 1979 angesichts der bezeichneten Gebäude einen nicht so weiten Anwendungsbereich wie das Gesetz vom 29. März 1962 gehabt habe. Die Exekutive schliesst eine kumulative Anwendbarkeit beider Gesetzgebungen nicht aus. Einer Untersuchung der Rechtsprechung des Hofes entnimmt die Exekutive ausserdem, dass die Möglichkeit der Verkündung von Regeln, die den übertragenen Angelegenheiten zu eigen seien, sowohl für die Gemeinschaften als auch für die Regionen anerkannt sei, und dass der Hof die These, die die Sicherheitspolitik als eine Angelegenheit an sich betrachtet, verworfen habe. Die Exekutive weist schliesslich darauf hin, dass sie in vorliegender Rechtssache nicht die Anwendung von Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 beantrage, es sei denn äusserst subsidiär, da dieser Text — ihr zufolge — nur in der Hypothese der Berufung auf eine zusätzliche oder akzessorische Kompetenz Anwendung finde.

2.A6. In seinen zweiten Anträgen analysiert der Ministerrat die Urteile Nr. 40 und Nr. 41 des Hofes, stellt fest, dass der Hof darin den nicht ausschliesslich nationalen Charakter der Sicherheitspolitik bestätige, erinnert an die vom Hof gemachte Unterscheidung zwischen den in die nationale Zuständigkeit fallenden Grundnormen und den in die Zuständigkeit der Gemeinschaften fallenden spezifischen Normen. Primär leitet der Ministerrat daraus ab, dass sich die spezifischen Normen der nationalen Zuständigkeit nur dann entziehen könnten, wenn sie für gewisse Kategorien von Personen bestimmt seien, und nicht — wie im vorliegenden Fall — für gewisse Kategorien von Bauten. Subsidiär bittet der Antragsteller zu erwägen, dass das Dekret sich nicht auf spezifische Normen beschränke, die zum Ziel hätten, die nationalen Grundnormen anzupassen oder zu ergänzen. Der Rat widerlegt ferner die These der Wallonischen Exekutive, nach der die in den regionalen Verordnungen enthaltenen Bestimmungen keinen spezifischen Charakter zu haben brauchten.

2.B1. Artikel 107quater der Verfassung besagt unter anderem, dass Belgien drei Regionen umfasst und dass « das Gesetz den Regionalorganen, die von ihm gegründet werden und sich aus gewählten Mandatsträgern zusammensetzt, die Zuständigkeit aufträgt, die von ihm bezeichneten Angelegenheiten, mit Ausschluss der in den Artikeln 23 und 59bis genannten, zu regeln, und zwar in dem Ressort und in der Art und Weise, die es bestimmt ».

Artikel 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen bestimmt, dass die in Artikel 107quater der Verfassung bezeichneten Angelegenheiten unter anderen folgende sind:

« § 1 I 1°: Städtebau und Raumordnung;

§ 1 IV: (...) Wohnungswesen (...) ».

Insofern sie nicht anders darüber verfügt haben, muss davon ausgegangen werden, dass der Verfassungs- und der Sondergesetzgeber den Gemeinschaften und Regionen die völlige Zuständigkeit für die Verkündung von Regeln, die den ihnen zugewiesenen Angelegenheiten zu eigen sind, zuerkannt haben, und zwar unbeschadet der etwaigen Berufung auf Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass Artikel 107quater der Verfassung und Artikel 6, § 1, I, 1° und IV des Sondergesetzes vom 8. August 1980 die gesamten Angelegenheiten des Städtebaus, der Raumordnung und des Wohnungswesens den Regionen übertragen haben, und zwar einschliesslich aller Aspekte dieser Angelegenheiten, die spezifisch den Brandschutz der Gebäude bezwecken.

2.B.2. Die Politik hinsichtlich des Brandschutzes der hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmten Gebäude ist keine rein nationale Angelegenheit geblieben. Diese Politik weist nämlich auf Grund der besonderen Zweckbestimmung dieser Gebäude spezifische Aspekte auf.

Ist der nationale Gesetzgeber zuständig, in bezug auf den Brandschutz Grundnormen zu erlassen, d.h. Normen, die einer Kategorie von Bauten gemeinsam sind, ohne dass dabei deren Zweckbestimmung berücksichtigt wird, so sind die Regionen immerhin zuständig, jene Gesichtspunkte des Brandschutzes zu regeln, die spezifisch sind für Bauten, die hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmt sind, namentlich die nationalen Grundnormen anzupassen und zu ergänzen, ohne jedoch anzutasten.

Die Regionen sind ausserdem zuständig, alle Brandschutznormen, einschliesslich der nationalen, anzuwenden.

2.B.3. Dadurch, dass das angefochtene Dekret generell bestimmt, dass die allgemeinen Bauordnungen Massnahmen zur Brandvorbeugung und -bekämpfung in hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmten Gebäuden enthalten können, verletzt es die durch oder kraft der Verfassung zur bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Regeln insofern, als die Exekutive die uneingeschränkte Fähigkeit verleiht, den Brandschutz in hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmten Gebäuden durch allgemeine Bauordnung zu regeln.

Aus diesen Gründen,

Der Hof,

erklärt das Dekret der Wallonischen Region vom 14. Oktober 1985 über den Brandschutz in Wohnungen (« relatif à la sécurité contre l'incendie dans les logements ») für nichtig.

So ausgesprochen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäss Artikel 55 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983, in der öffentlichen Sitzung vom 10. März 1988.

Der Kanzler,

(gez.) H. Van Der Zwalmen.

Der Vorsitzende,

(gez.) E. Gutt.

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 88 — 646

1 FEBRUARI 1988. — Ministerieel besluit betreffende de wijze waarop bij aanvraag van subsidies van de Vlaamse Gemeenschap voor werken aan beschermde monumenten die toebehoren aan regionale of lokale besturen of ermee gelijkgestelde rechtspersonen, het ontwerp-dossier wordt samengesteld

De Gemeenschapsminister van Cultuur,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 17 november 1982 houdende bekrachtiging van het besluit van de Vlaamse Executieve van 1 juli 1982 tot bepaling voor het Nederlandse taalgebied van de verdeling der kosten voor werken aan beschermde monumenten andere dan gebouwen bestemd voor een erkende eredienst, seminaries en pastorieën;

Gelet op het decreet van 30 oktober 1984 houdende bekrachtiging van het besluit van de Vlaamse Executieve van 4 juli 1984 tot bepaling voor het Nederlandse taalgebied van de verdeling van de kosten voor werken aan beschermde monumenten bestemd voor een erkende eredienst, seminaries en pastorieën;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 21 oktober 1987 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse Executieve;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 11 juni 1987 tot delegatie van beslissingsbevoegdheden aan de leden van de Vlaamse Executieve;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 28 oktober 1987 houdende vaststelling van de procedure inzake de subsidiëring van bepaalde werken, leveringen en diensten die door of op initiatief van regionale of lokale besturen of ermee gelijkgestelde rechtspersonen worden uitgevoerd, inzonderheid op artikel 2, b;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid; overwegende dat in toepassing van het besluit van de Vlaamse Executieve van 28 oktober 1987 de omzendbrief van 27 maart 1985 werd opgeheven door de omzendbrief van 28 oktober 1987, dat zich derhalve maatregelen opdringen tot vaststelling van de procedure om toepassing van voornoemd besluit van de Vlaamse Executieve onverwijld mogelijk te maken,

Besluit :

Artikel 1. Het ontwerp-dossier op basis waarvan de subsidieaanvraag voor werken aan beschermde monumenten geschiedt, zal bij het indienen bij de instanties vermeld in artikel 3 van het besluit van de Vlaamse Executieve van 28 oktober 1987 volgende elementen bevatten :

A. Voorbereidende documenten :

1° een historische nota, die een inzicht geeft in de geschiedenis van het monument in het perspectief van de restauratie;

2° een fotografische en iconografische documentatie, die een duidelijk beeld geeft van het monument en zijn onderdelen op het ogenblik van de subsidieaanvraag en in het verleden. Deze documentatie dient de problemen, die aanleiding zijn tot de restauratie, te visualiseren;